

Lettre ouverte au directeur

«Personne n'est irremplaçable, surtout si on est fonctionnaire »

Monsieur le Directeur

Cette petite phrase entendue à la fin de la CAPL Liste d'aptitude nous en rappelle une autre : Celle qui avait fait le tour du département le 14 décembre 2009 lors de l'annonce des suppressions d'emplois et qui avait conduit à un taux de grève de 41,5 % dans le département pour la filière fiscale.

« Je ne vais pas créer d'emplois s'il n'y a pas de besoin !!! »

Tels ont été les mots de notre ancienne directrice, future DLU, Mme NOITON en réponse à l'inquiétude de la cinquantaine d'agents, venue envahir le CTPD suppressions d'emplois de l'époque.

Nous pensions avoir oublié cet épisode mais chassez le naturel, il revient au galop.

C'est donc la déclinaison locale du mépris affiché au niveau national du dialogue social à la DGFIP, non seulement mais aussi au niveau de la Fonction Publique.

Bien entendu M. le Directeur, nous vous laissons la latitude de chercher le nom de l'auteur de cette fameuse maxime :

«Personne n'est irremplaçable, surtout si on est fonctionnaire»

Nous pouvons vous donner un indice **irremplaçable** : son nom est **Personne**.

Mr Personne méditez donc cette citation de Blaise Pascal : « Le respect de la personne humaine se fonde sur son caractère irremplaçable ».

Nous avons décidé de boycotter ce CTL en raison du contexte particulièrement préoccupant pour les finances publiques et ses agents.

Depuis des années, nous vous alertons sur la détérioration des conditions de vie au travail et cela ne se limite pas qu'aux seules conditions matérielles.

Ainsi, les 52 649 agents de la DGFIP qui ont répondu au questionnaire du baromètre social 2015, ont confirmé leur mal être et leurs attentes professionnels.

Depuis des années, la direction générale des finances publiques est dans l'œil du cyclone de tous les gouvernants : 34 000 emplois en moins depuis 2002, 1 200 trésoreries fermées, des réformes de structures en permanence, des abandons de missions.....

A côté de cela, l'absence totale de reconnaissance financière et la baisse des plans de qualifications (tableau d'avancement, liste d'aptitude) ne font qu'accentuer un sentiment de laisser pour compte pour les agents.

Nous avons toujours porté les revendications des agents et nous les avons toujours défendus sur tous les plans.

Mais aujourd'hui, avec la mise en place de l'aménagement du réseau des structures qui va voir de nouvelles fusions de services, de nouvelles fermetures de trésorerie, des transferts de missions, c'est une réforme extrême que la direction générale met en place.

Les faits sont là : chaque fusion, chaque restructuration, chaque regroupement a toujours eu pour but de faire disparaître des emplois.

Les agents ont bien perçu la finalité de cette réforme. Emplois en moins, missions remises en cause avec perte de repères professionnels.....

Depuis des années, le fonctionnaire est le bouc émissaire de la situation économique, du «surendettement» de l'Etat...

Cela se traduit par une remise en cause des droits et garanties des agents (changement de certaines règles de gestion), par les évolutions portées au niveau de la fonction publique ou encore par les déclarations gouvernementales sur le temps de travail et sur l'avenir du statut général des fonctionnaires.

Depuis des années, nous dénonçons le semblant de dialogue social :

Que dire du dialogue social quand les différentes instances (CTL, CHSCT...) ne servent que de «chambre d'enregistrement» et qu'à alimenter un indicateur ?

Que dire du dialogue social quand la majorité des organisations syndicales votent «contre» le projet de protocole PPCR «parcours professionnel carrière rémunération» et que nos ministres passent outre et décident de l'appliquer ?

Depuis des années, les directeurs se cachent derrière le discours systématique «There Is No Alternative» pour appuyer leurs décisions...

Nous pourrions reprendre à notre compte le discours de Jean Jaurès à la Chambre des députés le 19 juin 1906 :

« Oui, monsieur le ministre, la violence, c'est chose grossière, palpable, saisissable chez les ouvriers : un geste de menace, il est vu, il est noté. Un acte de brutalité, il est vu, il est retenu. Une démarche d'intimidation est saisie, constatée, traînée devant les juges.....

..... Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité, d'un conseil des ministres ou d'un comité de direction, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates, ils décident....

....Ainsi, tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité ».

Notre boycott s'inscrit donc dans le cadre de la défense de nos revendications, des actions engagées cet automne et du boycott des CTR et groupes de travail de la DGFIP. Faute de réponse satisfaisante, nous sommes déterminés à aller plus loin dans notre démarche.

Souffrez que nous en tirions la leçon : Personne n'est irremplaçable, surtout si on est représentants du personnel. Nous boycottons donc cette session en vous laissant entre gens irremplaçables.